

PCF

Parti
Communiste
Français

Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 31 décembre 2012 au 13 janvier 2013 – n°114

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Pétition - Droit de vote pour tous les résidents étrangers dès 2014

Jeudi 13 décembre, le rassemblement de plus de 50 organisations (associations, syndicats et partis politiques) ont présenté à la presse la pétition demandant au Président de la République d'engager le processus de révision constitutionnelle permettant d'instaurer le droit de vote des étrangers pour 2014.

Le Parti Communiste représenté par Jacques Chabalier, responsable national à l'organisation et Isabelle Lorand responsable nationale aux Droits et Liberté a confirmé son plein engagement dans cette campagne.

Par la voix de Jacques Chabalier, le PCF a rappelé que cette promesse est faite par la gauche depuis trois décennies.

La loi votée par le sénat le 8 décembre 2011 est maintenant sur le bureau de l'assemblée nationale. Le gouvernement se doit de l'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée nationale rapidement afin que les délais nécessaires à l'organisation de la révision constitutionnelle garantissent ce droit civique essentielle aux résidents étrangers dès 2014.

Si tous les parlementaires de gauche sont fidèles aux engagements qu'ils ont pris devant leurs électeurs, il manquerait 28 voix pour obtenir la majorité des 3/5 au congrès. La gauche n'a pas de quoi avoir peur de son ombre.

C'est une bataille plus que gagnable. Si la droite parlementaire s'arc-boute sur le refus, la gauche doit en appeler à la souveraineté populaire par référendum. La démocratie est toujours une force. Notre peuple l'a souvent démontré dans l'histoire.

Jacques Chabalier a également confirmé que le PCF en appelle aux militants et aux élus communistes pour que partout sur le territoire s'organise, sous toutes ses formes, une campagne de masse et de proximité.

Monsieur le président de la République,
Nous vous demandons d'engager le processus de révision constitutionnelle permettant d'instaurer le droit de vote et d'éligibilité pour nos concitoyen(ne)s résident(e)s étranger(e)s aux élections locales, dès les municipales de 2014.

Cet impératif d'égalité et de démocratie est urgent !

www.droitdevote2014.org

A l'appel de

Associations : Aseca - Lettre de la citoyenneté, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association des Marocains de France (AMF), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), Association pour une citoyenneté européenne de résidence (Acer), ATTAC France, Banlieues actives, Cedetim, Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), Collectif « Votation citoyenne », Conseil français de la citoyenneté de résidence (Cofracir), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), France terre d'asile (FTDA), Ipam, Les Indivisibles, Ligue de l'enseignement (LE), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Ruptures, Solidarité laïque, SOS Racisme, Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (Utac).

Syndicats : Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Fédération syndicale unitaire (FSU), Syndicat des enseignants (SE-Unsa), Syndicat de la magistrature (SM), Union nationale des étudiants de France (UNEF), Union syndicale Solidaires.

Partis politiques : Europe écologie les Verts (EELV), Front de gauche (Convergences et alternative (C&A), Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), Gauche anticapitaliste (GA), Gauche unitaire (GU), Les Alternatifs, Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti Communiste Français (PCF), Parti de gauche (PG), République et socialisme (R&S), Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF), Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti radical de gauche (PRG).

Vidéo vœux PCF « Réaction totalement disproportionnée d'Harlem Désir » (O. Dartigolles porte-parole du PCF)



La vidéo humoristique du PCF rappelant les engagements de campagne de François Hollande vient de provoquer une réaction totalement disproportionnée du premier secrétaire du PS. « Ce clip (...) de mauvaise foi, mensonger et caricatural: il est une faute contre la gauche (...) il est une honte pour ses auteurs ».

Notre clip, incitant à « rallumer les étoiles », ne mérite en rien l'usage d'une artillerie aussi lourde.

Nous convenons que cette vidéo peut susciter des réactions. Mais la première d'entre elle, la plus partagée, avec près de 200 000 visites dès les 2 premiers jours est tout simplement d'en sourire.

Mieux vaut user aujourd'hui d'un droit de critique, qu'être contraint à un devoir d'inventaire dans 5 ans.

Sur le fond, nous n'avons fait que reprendre les promesses publiques du candidat Hollande, sans rien bidouiller : ses promesses sur des marqueurs de gauche pour un changement « Maintenant » après 10 ans de droite.

Huit mois après, Harlem Désir devrait plutôt se demander pourquoi cette vidéo rencontre un tel succès. D'une certaine manière, ce clip est une invitation de fin d'année, certes légèrement impertinente, à rappeler à l'ensemble de la gauche que l'année 2013 doit être une année de conquêtes, de luttes face aux puissances de l'argent qui gouvernent, décrites par François Hollande lui-même lors de son meeting de début de campagne au Bourget : « Mon véritable adversaire, scandait alors François Hollande, il n'a pas de nom, il n'a pas de visage, pas de parti, il ne sera pas élu, et pourtant il gouverne, cet adversaire, c'est le monde de la finance ». Vidéo à (re)voir sur <http://www.pcf.fr> Bonne année 2013 pour qui lutte pour un monde + humain !

Agenda

31/12/2012 21H réveillon anti-centre des Congrès rendez-vous devant la Villa Abeille. Coût : 1€

2/1/2013 réunion Chaîne Humaine puis MJCF74

5/1/2013 14h30 place Tochon : Le MJCF74 et la Chaîne Humaine contre les haines tiendront une table d'information et de mobilisation contre l'extrême-droite en mettant en lumière la propagande qui l'appuie. Toutes les bonnes volontés sont invitées

16H30 place Tochon cercle du silence RESF, CDDA-CSSP etc

9/1 Repaire Là-bas si j'y suis Le Dersim – Meythet

12/1 19H Cuisine du Monde Accueillir l'Étranger MJC Romains

Faux Buzz Facebook : Garde la frite Gégé !

Par Nordine Idir, le 19 décembre 2012

Hier, notre camarade Paul le Guilly, administrateur du groupe facebook « soutien à Gérard Depardieu », qui a recueilli plus de 50 000 soutiens, revenait dans l'émission « Le Petit Journal » sur l'historique de ce qui n'a pas tardé à enflammer des médias peu scrupuleux tels que BFM TV. En 2011, lorsque Paul crée ce groupe humoristique alors que l'acteur est accusé d'avoir uriné publiquement dans un avion. Mais un an plus tard, alors que les médias dominants cherchent à nous apitoyer sur le sort d'un acteur multimillionnaire soi-disant spolié par la fiscalité française, le nombre de soutiens de cette page ne manque pas d'augmenter, et BFM-TV s'en empare quelques heures plus tard, en faisant le véritable buzz du moment. Si manifestement notre camarade n'est pas « ni de droite ni de gauche », on ne peut qu'en constater autant de la plupart des internautes qui soutiennent l'acteur-exilé fiscal qui n'en s'en cachent pas : « La France forte ! Non à la gauche ! » ; « Il fallait voter Marine pour sauver tout ça » ; « A bas le mariage pour tous / Fidèles Sarkozystes de l'UMP » ; « va te faire sauter par un arabe communautaire et ferme ta gueule ». De discutables soutiens pour de discutables méthodes journalistiques.

Tout ceci est révélateur d'une manière de construire l'actualité. Révélant son identité, notre camarade retrouvant l'anonymat, pourra, comme tout un chacun, méditer ceci : pour que l'un des représentants locaux ou nationaux du MJCF, l'organisation politique de jeunesse, forte de plus de 12 000 membres, active dans plus d'une cinquantaine de départements, puisse passer dans les médias, il faudrait qu'il soit... de droite !

Bien loin de l'empressement de certaines chaînes télévisées à faire de l'acteur-exilé fiscal le premier martyr de France, ce sont 85 000 travailleurs dont on a liquidé l'emploi en un an, alors que ce sont 140 000 jeunes qui quittent le système éducatif chaque année sans qualification, alors que ce sont 3.6 millions de personnes qui souffrent de mal-logement, mais celles-là, qui pour en parler ?

Les jeunes communistes, qui comme tous les jeunes, vivent dans un monde où on ne cesse de nous abreuver de notions abstraites : « la liberté » ; « les enfers fiscaux », voudraient pourtant pouvoir parler de leur réalité quotidienne. Ce sont des hôpitaux, des écoles, des logements sociaux que l'on construit avec les impôts ; mais aussi des services publics culturels, tels que le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée) qui a plus que largement participé au succès de films français et d'acteurs tels que Gérard Depardieu, ceux-là mêmes qui refusent de prolonger l'effort collectif qui leur a tant servi jusqu'aujourd'hui. Force est de constater que ce sont toujours avec les mêmes que les médias veulent nous obliger à compatir. L'enjeu de remboursement de la dette, le prétendu « coût du travail », rien de tout ça ne vaut pour les riches. Comment oublier dans le même temps nos travailleurs étrangers, qui à l'heure actuelle travaillent et paient des impôts sans aucune contrepartie en termes de droits démocratiques ?

Gégé, garde la frite et continue encore à t'engraisser, si ça t'es encore possible. Les jeunes communistes n'ont que faire de tes larmes de crocodile, et comptent bien conquérir les droits qui appartiennent à l'ensemble de la jeunesse exploitée. Profite bien, le système qui te protège en nous plongeant dans la misère n'a pas d'avenir, nous si !

Nordine Idir, Secrétaire Général du MJCF

Algérie/colonialisme français : François Hollande a fait la moitié du chemin nécessaire

François Hollande, devant le Parlement algérien, a fait - en termes mesurés - un pas en avant dans la reconnaissance de la vérité sur le colonialisme français en Algérie, en rappelant les violences, les massacres et les tortures qui ont marqué la politique coloniale. Il était nécessaire de dire que la France reconnaît les souffrances infligées au peuple algérien par la colonisation.

François Hollande, cependant, n'est pas allé au bout de ce qu'il fallait faire : reconnaître la responsabilité de la France dans les crimes d'État et les pratiques inhumaines qui ont caractérisé ce qui fut la politique de l'État français. Il est bien de qualifier le système colonial de profondément injuste et brutal et d'ouvrir les archives pour que la vérité soit connue de tous. Il est regrettable que le Président de la République ne rappelle pas que c'est la République française elle-même qui doit assumer la responsabilité d'une page terrible et inacceptable de sa propre histoire.

C'est bien de responsabilité historique dont il s'agit et non de « repentance ». Il ne peut y avoir de réconciliation véritable et durable sans la reconnaissance de la souffrance de l'autre et l'acceptation de sa propre responsabilité. François Hollande a fait la moitié du chemin nécessaire.

Puisse cette visite d'État contribuer quand même à l'ouverture indispensable d'une nouvelle page de la relation franco-algérienne.

Femmes migrantes : Le PCF désapprouve la politique discriminatoire de la Grèce

Nous tenons à marquer notre désapprobation face aux décisions du gouvernement grec qui a décidé de taxer trois fois plus les femmes migrantes que les femmes grecques lorsqu'elles accouchent dans les hôpitaux publics ou les maternités de leur pays. C'est une politique ouvertement discriminatoire. En effet, selon un décret publié au Journal Officiel, les conditions régissant les frais hospitaliers du Système National de Santé (SNS) ont été modifiées : le coût des services médicaux et pharmaceutiques à l'égard des migrant-e-s sans-papiers ou sans sécurité sociale a été doublé

Les nouvelles tarifications d'accouchement dans une Maternité pour une femme migrante sans-papiers sont outrancières et s'inscrivent dans une démarche profondément injuste, inhumaine et excluante.

Nous entendons marquer notre solidarité auprès des forces progressistes grecques et, avec elles, nous exigeons qu'en Grèce comme partout en Europe, les femmes migrantes puissent avoir droit à la santé publique, universelle et gratuite.

Une autre Europe est possible, celle des droits humains, de la justice, de la solidarité et de l'égalité, sans discrimination d'aucune sorte.

Présidentielle & législatives
2012

Le programme
du Front de
GAUCHE

et de son candidat commun
Jean-Luc Mélenchon

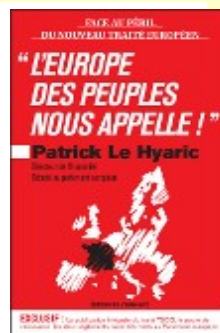
*L'humain
d'abord*

A lire

L'Humain d'abord,
programme du Front
de Gauche.

Demandez-le aux
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,
directeur de l'Humain
et député européen,
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.





Avec le rachat par Tapie de la Provence, Marseille et sa population peuvent se faire du souci

En se procurant le journal La Provence et les autres quotidiens régionaux du sud de la France du Groupe Hersant, Bernard Tapie signe son retour aux affaires. Ce rachat pour une somme de 50 millions d'euros est étonnant à plus d'un titre. D'abord le pôle de banques s'assoit sur 160 millions de dettes qu'il détenait de la part des journaux. Ensuite, ce rachat n'a été possible que grâce à la somme astronomique que s'est vue attribuer, dans des conditions plus que troubles, l'homme d'affaire par le gouvernement sarkozyste suite au scandale du Crédit Lyonnais. Nous avons affaire à une forme d'achat sponsorisé par l'ancien locataire de l'Élysée.

Dans ce débarquement en fanfare qu'il faut voir d'abord comme un marche pied au service d'ambitions pour la municipalité de Marseille, les motifs d'inquiétude sont nombreux. Bernard Tapie dans sa carrière d'homme d'affaire a supprimé plus d'emplois qu'il en a créés. Sachant qu'il s'occupe maintenant d'un droit fondamental de la personne, celui d'être librement informé, Marseille et sa population peuvent se faire du souci. Il nous faut rester extrêmement vigilants sur ce dossier.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

L'alternative à l'austérité, c'est possible (Front de gauche)

Depuis 6 mois, les grands axes de la politique du gouvernement ne répondent pas aux attentes et au besoin de changement des Français. Adoption du traité budgétaire européen, cadeau de 20 milliards aux grands patrons, augmentation de la TVA, propositions sur la flexibilité... le gouvernement reproduit les recettes libérales qui conduisent d'autres pays européens dans le mur. Ces politiques échouent partout en Europe, elles échoueront de la même manière en France.

Pour sortir de la crise, il faut combattre les logiques financières et s'opposer aux politiques d'austérité qui en découlent. Le Front de gauche s'engage dans une campagne de plusieurs mois pour lutter contre tout esprit de résignation et démontrer qu'une alternative à gauche est possible. Cette campagne s'adresse à toutes celles et tous ceux qui ont voté pour un changement politique et plus largement à l'écrasante majorité du peuple qui souffre de la crise. Elle doit permettre que leur voix s'exprime avec force face à l'arrogance du MEDEF. Au cours de cette campagne, lors de meetings, d'initiatives publiques diverses, à travers des matériels édités en grand nombre, le Front de Gauche mettra en débat des propositions pour démontrer que ce n'est pas le coût du travail qui est en cause mais celui du capital, que de l'argent, il y en a, pour remettre en cause les privilèges, pour des politiques qui servent l'Humain d'abord. Toutes choses qu'un gouvernement de gauche digne de ce nom devrait mettre en application pour rompre avec les logiques libérales et productivistes.

Le premier acte de cette campagne se déroulera le 23 janvier à Metz, à deux pas de Florange, lieu symbole où le gouvernement français a abandonné les salarié-e-s et sa sidérurgie dans les griffes de Mittal. Tous les principaux dirigeants des composantes du Front de gauche seront réunis au cours d'un meeting au Palais des Congrès de Metz. Elles et ils y accueilleront notamment une délégation de salarié-e-s du site sidérurgique.

Chiffres du chômage : « Hollande doit sortir ses engagements de campagne du congélateur » (O. Dartigolles - porte-parole du PCF)

Combien faudra t-il de hausses consécutives du chômage pour changer de politique ? Cette saignée n'est pas une fatalité. Si François Hollande ambitionne réellement d'inverser la courbe du chômage d'ici un an, il faut une réorientation des choix politiques à l'œuvre tant sur le plan européen que dans notre pays. Commençons par l'interdiction des licenciements boursiers. Cette loi peut être inscrite en urgence dès le début de l'année et s'appliquer dans les prochains mois. Comment le Président pourra t-il souhaiter une « bonne année » lundi soir sans prendre la mesure de la très grave dégradation de la situation politique et sociale et réagir à la hauteur des enjeux.

Si François Hollande était ce matin (28/12) à Rungis pour sortir ses engagements de campagne du congélateur, alors c'est la première bonne nouvelle du début du quinquennat.

Sanofi : le PCF apporte son soutien aux salariés et dénonce le plan de la direction

Plusieurs centaines de salariés de Sanofi se sont rassemblés devant le site de Gentilly (94) pour dénoncer une nouvelle fois le plan de la direction du groupe prévoyant une suppression de 900 à 2500 emplois, faisant suite aux 4000 déjà perdus entre 2009 et 2012. Une délégation a d'ailleurs été reçue par la direction.

Depuis des mois, les salarié-e-s de Sanofi avec leurs organisations syndicales combattent le plan de déstructuration de l'industrie et de la recherche pharmaceutique, véritable enjeu du développement industriel en France.

Pourtant, le groupe, qui a réalisé ces 2 dernières années 17 milliards de bénéfices et est le numéro un du CAC 40, numéro un européen et numéro 3 mondial de l'industrie pharmaceutique, s'apprête à jeter des milliers de salariés à la rue, mettant leurs familles dans des situations de misère et fragilisant de fait le financement de la Sécurité sociale.

Pire, Sanofi s'est vu octroyer des fonds publics de l'État au nom du développement industriel, et l'attribution de 130 millions d'euros par an de crédits d'impôts recherche.

Le PCF dénonce avec force le plan annoncé par la direction du groupe et apporte son soutien aux salariés et à leurs organisations syndicales.

Le médicament n'est pas un bien marchand. C'est un produit de santé. Chaque être humain doit pouvoir y avoir accès en toute sécurité. Il n'est pas acceptable qu'aujourd'hui, les laboratoires décident quasi seuls ce que doit être la politique du médicament, de la recherche et du développement.

L'industrie doit être au service de la santé publique et le médicament doit être un bien commun à l'humanité. Il doit être sous le contrôle public pour sa maîtrise sociale, c'est pourquoi le PCF et ses partenaires du Front de gauche exigent la création d'un pôle public national et européen du médicament.

Réforme du scrutin départemental, c'est le bipartisme qui est renforcé ! Déclaration de l'ANECR

Déclaration de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains

Avec un « binôme de candidats », la parité serait certes respectée, mais le pluralisme subirait un nouveau revers important.

Tout en rejetant l'instauration du conseiller territorial que voulait le gouvernement précédent -et nous approuvons ce rejet- le gouvernement souhaite faire adopter rapidement un projet de loi visant à instaurer l'élection d'un binôme de candidats de sexe différent dans des cantons dont le périmètre serait doublé et le nombre divisé par deux.

Si la parité entrait dans les conseils départementaux, le pluralisme régresserait encore avec le type de scrutin proposé.

En effet, les deux élus sur un nouveau territoire unique seraient de même sensibilité, alors que sur ce même périmètre il peut y avoir actuellement deux élus de sensibilités différentes.

Ce nouveau mode de scrutin, doublé d'un redécoupage cantonal, serait donc le vecteur d'un bipartisme renforcé, d'une nouvelle régression démocratique.

Aussi nous réaffirmons notre proposition d'étendre la proportionnelle à l'ensemble des scrutins, et donc à l'élection départementale, seul mode électoral qui peut permettre d'assurer à la fois le respect du pluralisme et la parité, deux principes essentiels sans lesquels il n'est de lutte efficace contre la grave crise démocratique que connaît notre pays.

Nous regrettons le refus du gouvernement d'entendre cette proposition, d'autant que pour toutes les autres élections locales, ce mode de scrutin est mis en œuvre.

Pourquoi en outre cette exception, alors même qu'il est envisagé d'ouvrir en partie les élections législatives à la proportionnelle ?

Concernant les élections municipales et des délégués communautaires, il est prévu dans le même projet de loi deux dispositions importantes.

La première est d'abaisser à 1000 habitants (contre 3500) le seuil au-dessus duquel un scrutin de liste est requis. Nous considérons qu'il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction, c'est-à-dire dans le sens d'une citoyenneté renforcée pour les habitants des petites communes de notre pays. Ce premier pas, qui peut être poussé plus loin, va en outre faire avancer de façon importante la parité.

La deuxième mesure est l'élection au suffrage universel par fléchage des délégués communautaires.

Nous tenons à rappeler que la majorité des 20 000 élus qui avaient répondu au questionnaire des États généraux du

Sénat au printemps 2012, s'était prononcé toutes tendances confondues en faveur de l'élection des délégués communautaires par les conseils municipaux.

Cette opinion allait de pair avec leurs inquiétudes légitimes de voir disparaître les communes, après l'expérience de l'application de la réforme des territoires de Nicolas Sarkozy (regroupement autoritaire des communes et intercommunalités).

Aujourd'hui l'avant projet de loi de l'acte 3 de la décentralisation accentue ces inquiétudes: renforcement des compétences transférables des communes au sein des intercommunalités, transfert très important des compétences des communes vers les euro-métropoles et les communautés métropolitaines.

Dans ces conditions, nous alertons sur le fait que l'élection par fléchage des délégués communautaires risque de contribuer à effacer le rôle des communes, en faisant disparaître la notion de délégation de compétence des communes vers leur intercommunalités, au profit d'un partage de compétences entre ces deux structures. Cela tend également à déprécier les « intercommunalités de projet », fondées sur la coopération et le choix librement consenti des communes. Notons aussi qu'avec ce mode de scrutin, les conseillers communautaires ainsi élus n'auraient plus de compte à rendre aux conseils dont ils sont membres.

En outre l'élection par fléchage pose un certain nombre de questions s'agissant de ses dispositions propres : Qu'en est-il du risque de cumul des mandats dans le cas d'un fléchage qui s'appliquerait sur les premiers de la liste ? De la place des minorités ? Du processus qui s'établit entre les deux tours ?

En tout état de cause, les élus communistes et républicains, dans le débat de ces prochains mois, agiront pour que les besoins de développement de démocratie et d'intervention citoyenne trouvent les réponses qui sont aujourd'hui indispensables, au vu de la crise aiguë de la représentation. Dans ces réponses, il apparaît inimaginable de ne pas voir émerger le développement de la proportionnelle, ainsi que le rôle de la commune.

Celle-ci est en effet le cadre le plus efficace pour impliquer les citoyens, y compris sur les grands projets à caractère métropolitain qui n'ont de sens que s'ils répondent aux besoins des habitants en matière de vie quotidienne et de réduction des fractures sociales et territoriales.

Compétitivité : nouveau revers au Sénat pour le gouvernement

Les sénateurs ont retoqué ce samedi 15 plusieurs volets du plan compétitivité proposé par le rapport Gallois. La suppression du crédit d'impôt aux entreprises comme la hausse de la TVA ont été votés. Les sénateurs EELV se sont également opposés au gouvernement

Dans un premier temps, trois amendements identiques de suppression de l'article instaurant ce crédit d'impôt de 20 milliards, présentés par le groupe CRC (communiste), le groupe écologiste et le groupe UDI-UC (centriste), ont été adoptés par 202 voix contre 143. L'UMP a voté pour. Seuls les socialistes et le RDSE (à majorité PRG) ont voté contre.

Il devrait toutefois être réintroduit dans le texte lors d'une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale. Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac devrait demander une deuxième délibération sur l'article en fin d'examen du texte samedi soir au Sénat; mais cela devrait être sans suite, l'ensemble du plan ayant toutes les chances d'être rejeté, les communistes du groupe CRC ayant annoncé qu'ils voteraient contre.

La nouveauté étant le vote des sénateurs EELV qui votent contre le gouvernement, dont ils craignent une dérive trop droitiste. "Il faut renforcer la compétitivité des entreprises, mais pas avec un tel chèque en blanc! Il n'est pas admissible que toutes les entreprises bénéficient d'une telle manne. Est-il acceptable que Mittal perçoive un chèque de 40 millions par an ?", a tonné Joël Labbé (EELV). "Nous sommes contre cet article d'inspiration patronale. Il n'améliorera pas la situation économique mais la rentabilité à court terme des entreprises,

certaines en profiteront pour investir en remplaçant les salariés par des machines...", s'est exclamé de son côté Thierry Foucaud (CRC).

Après avoir supprimé le crédit impôt compétitivité et emploi (CICE) le Sénat a logiquement fait de même, par 158 voix contre 156, pour les hausses de TVA destinées à financer ce crédit. Le dispositif prévoit que le taux normal de TVA passera au 1er janvier 2014 de 19,6% à 20% et le taux intermédiaire (services à la personne, cinéma, restauration, travaux dans les logements...) de 7% à 10%. A l'inverse, le taux réduit, réservé aux produits alimentaires, aux livres et spectacles vivants ou encore aux abonnements au gaz et à l'électricité, baissera de 5,5% à 5%. Ce vote a été précédé d'une discussion animée. Plusieurs sénateurs PS menés par Marie-Noëlle Lienemann, ainsi que les écologistes et les radicaux de gauche ont plaidé pour que le logement social soit notamment épargné par cette hausse avant de retirer leurs amendements. Les communistes ont fait les mêmes demandes mais n'ont pas retiré leurs amendements, à l'inverse des Verts.

"Je retire mes amendements la mort dans l'âme, nous avons besoin de signes rapides, ce sera un point dur de nos relations. Aucune proposition pour la transition écologiste n'a été retenue. Nous ne voyons pas les engagements écologistes (du gouvernement)", a déploré André Gattolin (EELV).

Promouvoir et renforcer toutes les activités de résistance

<http://lepcf.fr/promouvoir-et-de-renforcer-toutes>
Déclaration du Parti Communiste Syrien

A la suite des travaux de sa session du 5 décembre 2012, le comité central du Parti Communiste Syrien a publié la déclaration suivante, traduite de l'Arabe par la rédaction du Lien, journal du PADS (communistes algériens) :

Le Comité central du Parti communiste syrien a tenu une réunion élargie, présidée par son secrétaire général le camarade Ammar Bagdash, le 5 décembre 2012. Outre les membres du Comité central, ont assisté à la réunion les membres de la commission de contrôle du parti et les secrétariats des comités de zones. La réunion a débuté par une minute de silence pour rendre un hommage à la mémoire de la camarade Wissal Farha Bagdash, dirigeante du parti, et en signe de deuil pour les martyrs de la nation.

Lors de l'examen de la situation politique, le comité central a mis l'accent sur l'évolution de la situation intérieure du pays. Les affrontements armés s'étendent entre les forces gouvernementales, qui combattent pour la voie nationale syrienne, se dressent contre les plans agressifs et expansionnistes de l'impérialisme et du sionisme, contre les forces rebelles composées de franges terroristes inféodées à l'impérialisme et aux organisations réactionnaires arabes, lesquelles visent à détruire la Syrie, en tant que forteresse des hommes libres dans le monde arabe, et en tant que poste important de la lutte libératrice mondiale anti-impérialiste.

Malgré son ampleur et son intensification l'insurrection n'a pas atteint ses objectifs visant la chute du régime avec la destruction de la capacité de combat de l'armée de la République arabe syrienne qui courageusement a contenu les assauts répétés des rebelles sur la capitale Damas. Également Alep reste ferme et lève haut la bannière de la fierté nationale. Bien plus, le mépris des masses populaires Syriennes pour les rebelles est né et a grandi. Ces rebelles ont dévoilé de plus en plus clairement leur agressif et sauvage visage au cours des crimes qu'ils ont commis contre la population civile, en particulier dans les zones qui refusent de se placer sous leur giron. En raison de cet obstacle salutaire des masses populaires les forces rebelles armées terroristes multiplient leurs opérations en ciblant les rassemblements des habitants et des objectifs civils. Ce qui renforce la haine du peuple envers ces forces rebelles de façon exponentielle.

Le Comité central estime qu'il n'aurait pas été possible à l'insurrection de parvenir à un niveau important sans le grand soutien qu'elle reçoit des États impérialistes et des régimes réactionnaires des pays arabes, du Golfe, de la Turquie « erdoganienne », ce poste avancé de l'OTAN dans la région, qui sans cesse attaque la Syrie. On ne saurait qualifier ces forces comme garantes du droit international, mais plutôt comme fomentatrices d'actes d'agression.

La dernière illustration de l'orientation turque est le déploiement actuel du système de missiles « Patriote » de l'OTAN sur son territoire.

La Turquie soutient également sans vergogne des opérations militaires émanant de son territoire contre la Syrie, et même en y participant, comme cela s'est produit dans la ville de Ras al-Ain. Il est connu de tous que la Turquie héberge sur son territoire des bases de rebelles armés, et est la principale base de renseignement de l'OTAN, qui dirige et coordonne les activités des rebelles en Turquie.

Le Comité central a estimé que le devoir fondamental des communistes, comme de tous les patriotes, réside dans la défense de l'indépendance nationale de la Syrie et la défense de l'unité du territoire national, face aux complots réactionnaires arabes, sionistes, impérialistes. Il est aussi de s'opposer aux actes criminels commis par les ennemis de la patrie, et les exécutants de la volonté des colonisateurs.

En examinant la situation socio-économique, les membres du comité central ont souligné au cours de la réunion la souffrance de la masse de la population, et la détérioration des conditions de vie, causées par la baisse du pouvoir d'achat des familles, la vague de la hausse des prix et la raréfaction des denrées de première nécessité qui constituent la base de la vie quotidienne. Ont également été évoquées les difficultés rencontrées par la production nationale et les producteurs. Le Comité central estime qu'une grande partie de cette situation est due à l'état de siège imposé à la Syrie et à des actes de sabotage. Mais pour remédier à cette situation, du côté gouvernemental n'ont pas été entreprises les actions nécessaires comme n'a pas été réalisée l'exigence nationale de rupture avec la voie économique libérale. Ce qui a contribué grandement à créer les conditions de la crise traversée par la Syrie actuellement.

Ce qu'il faut maintenant, c'est resserrer le contrôle de l'État sur les articulations de base de l'économie nationale, accroître leur rôle particulier dans le commerce intérieur de l'alimentation, et de cette façon rétablir ses positions dans le commerce extérieur des biens stratégiques nécessaires au maintien de la production et à la satisfaction des besoins de la population. Le Comité central estime que le report du choix politique d'une alternative économique après la crise, préconisé par certains responsables économiques gouvernementaux, n'aboutira qu'à provoquer l'extension de la durée de cette crise et à augmenter la probabilité de conséquences futures difficiles. D'autant plus qu'il est devenu évident qu'après l'échec des puissances coloniales à remporter une rapide victoire militaire sur la Syrie, tout est mis en œuvre dans tous les domaines pour que la Syrie sorte agenouillée de sa crise actuelle, épuisée, incapable de s'opposer efficacement aux visées expansionnistes de l'impérialisme et du sionisme dans la région.

D'où l'importance du front économique social, et toute l'importance de suivre une politique économique qui protège la production nationale et la renforce, et qui réponde aux intérêts des masses populaires. C'est la condition première d'une posture digne de notre pays, mais cela ne peut être atteint que grâce à un tournant radical dans les orientations économiques et sociales, et l'éloignement définitif du libéralisme économique sous toutes ses formes.

Le Comité central observe une augmentation sensible des dénonciations et des critiques sur la scène internationale devant les hostilités perpétrées par l'impérialisme et les forces qui lui sont inféodées, liguées contre la Syrie. Une des manifestations évidentes de solidarité avec la Syrie est ce communiqué publié par les partis communistes et ouvriers qui ont participé à leur 14ème Rencontre internationale. Ce rejet de toute intervention militaire contre la Syrie se développe également de plus en plus au sein des États impérialistes. Un nombre croissant de personnes est sensible aux risques et aux conséquences de l'aggravation de la crise syrienne dans le monde entier.

Cette situation augmente l'agressivité des régimes arabes réactionnaires contre la Syrie. Ces systèmes réalisent que leur existence serait menacée en cas d'échec des complots contre la Syrie. Ils multiplient les aides et soutiens de toutes les opérations agressives et subversives contre la Syrie avant qu'il ne soit trop tard pour eux, en coordination avec la Turquie et ses dirigeants réactionnaires.

Le Parti Communiste Syrien réaffirme, il l'a déjà souligné, que la résistance n'est pas seulement un devoir mais surtout qu'elle est aussi possible. Tous les éléments de preuve sur la scène nationale, régionale et internationale le confirment. L'important maintenant est de promouvoir et de renforcer toutes les activités de résistance pouvant faire avancer le cours des événements dans cette voie, et au premier plan la mobilisation unie des masses populaires, et la capacité de combat de l'armée arabe syrienne, ainsi que le soutien de la production nationale.

Le Comité central de notre parti s'est exprimé à la rencontre des partis et forces nationales, en insistant sur l'importance de l'alliance de toutes les forces nationales et de l'unité des rangs, notamment dans les circonstances difficiles auxquelles fait face notre pays. L'unité du Front national est un devoir face à l'unité des forces réactionnaires.

Et sur la scène arabe apparaît clairement le visage hideux des forces réactionnaires et obscurantistes, déguisées derrière un manteau religieux. Ils sont les ennemis héréditaires mortelles du concept de démocratie ou de progrès, de civilisation ou de fraternité. Ceci est clairement démontré par les événements en Tunisie et en Libye, et notamment au travers de la situation égyptienne, où de larges masses du peuple tentent de résister à une tentative d'imposer un régime autoritaire et obscurantiste, tout aussi inféodé -voire plus- aux puissances impérialistes que les régimes évincés. L'évolution rapide des événements dans le monde arabe annonce de graves entraves sur le chemin du mouvement de libération national arabe.

Le Comité central déclare sa solidarité avec tous les hommes libres dans le monde Arabe, qui rejettent la domination

coloniale et les régimes réactionnaires, sous quelque couleur ils se présentent, et le danger des forces obscurantistes.

Lors de l'examen de la situation internationale, le Comité central a réaffirmé, dans la continuité de ses déclarations récentes, l'exacerbation des contradictions contemporaines de l'impérialisme, dans les circonstances actuelles de la crise structurelle vécue par les centres impérialistes, des confrontations intenses entre le travail et le capital, et des réels frémissements au sein du mouvement de libération nationale mondial dans son combat face à la paupérisation, et les tentatives d'imposer l'hégémonie absolue du capital financier mondial.

Le Comité central a rendu un hommage à toutes les forces progressistes et anti-impérialistes dans le monde, en particulier les partis communistes, qui sont à l'avant-garde de la lutte contre la domination du capital, réaffirmant que la lutte des communistes syriens pour que la nation syrienne fasse front et tienne debout, est également importante pour le renforcement international du front mondial contre l'impérialisme.

Le comité central a ensuite écouté le rapport sur les activités dédiées au centenaire de la naissance du camarade Khaled Bagdash, leader historique des communistes syriens, qui ont été réalisées par les organisations du parti à travers le pays, malgré les conditions difficiles, et qui ont mis en avant les aspects de la lutte du Parti Communiste Syrien, de son combat de classe, national et international.

Le Comité central a également discuté des questions d'organisation et a pris les décisions et recommandations nécessaires dans ce domaine. Le Comité a félicité l'activité des organisations du Parti et la lutte des camarades communistes au coude à coude avec leurs frères dans le combat pour la défense de la patrie, pour la souveraineté et la dignité.

Le comité central élargi a achevé ainsi ses travaux.

Damas 5/12/2012

Le Comité central du Parti Communiste Syrien

14° Rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers à Beyrouth - Déclaration finale

La 14° Rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers s'est déroulée à Beyrouth, capitale du Liban, entre les 22 et 25 novembre 2012 sur le thème: "Renforcer les luttes contre l'agressivité impérialiste croissante pour la satisfaction des droits et aspirations sociaux-économiques-démocratiques des peuples, pour le socialisme".

84 délégués, représentant 60 partis, de 44 pays des cinq continents du monde ont participé à la Rencontre. Les partis qui n'ont pas pu y participer en raison de circonstances indépendantes de leur volonté ont envoyé des lettres d'excuses.

Après la réunion extraordinaire sur la Palestine qui s'est tenue en Syrie en 2009, cette rencontre constitue une nouvelle opportunité pour les Partis communistes et ouvriers afin d'exprimer leur solidarité et soutien continu à la lutte de la classe ouvrière, aux luttes et aux soulèvements populaires dans les pays arabes contre les agressions impérialistes et du grand Capital pour le changement démocratique. Les échanges de vues au sujet des développements en cours dans l'ensemble du monde ont contribué à la conclusion d'un accord sur un programme d'actions communes et convergentes visant à mener une lutte révolutionnaire pour le socialisme.

La 14° Rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers (RIPCO) a réaffirmé les précédentes déclarations adoptées aux rencontres entre 2008 et 2011 au sujet de la crise de surproduction et de suraccumulation du capital engendrée par l'aiguïssement de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail, qui continue à s'approfondir et à s'étendre. Les différentes versions bourgeoises de la gestion de la crise afin de la contrôler ont échoué; elles ont toutes eu les mêmes effets barbares sur les droits des peuples. La réaction impérialiste à la crise, aux dimensions multiples, est marquée par une offensive de l'impérialisme contre les droits sociaux, économiques, démocratiques et nationaux des peuples. Cette offensive a pour but de déposséder les ouvriers et les peuples des conquêtes arrachées par leurs luttes durant le XX° siècle. Elle vise en fin de compte à intensifier l'exploitation et l'oppression.

Cette réalité, combinée à l'agression accrue de l'impérialisme et à l'expansion des guerres impérialistes, à la nouvelle répartition internationale des forces dans laquelle l'affaiblissement relatif de la position des USA coexiste avec la croissance de la puissance économique et politique de plusieurs pays, soulève un groupe de questions. Elles indiquent que le monde, une fois encore, se trouve à un point

de jonction critique et dangereux dans le contexte de l'aiguïssement des contradictions et des rivalités. Cependant, ces grands dangers coexistent avec de réelles opportunités pour le développement des luttes populaires et ouvrières.

A la lumière de ces faits, il est utile de poser la question: comment se manifeste l'agression impérialiste globale qui s'est accrue, militairement, économiquement et socialement et quelles en sont les formes?

Premièrement, l'impérialisme poursuit sur une large échelle une offensive dont le but est la destruction des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et nationaux et une régression dans la corrélation des forces encore plus favorable au capital contre le travail. De massives opérations sont en cours pour faire progresser la concentration et la centralisation du capital. Au même moment des attaques à longue portée sont déclenchées contre les droits sociaux et du travail, avec les diminutions des salaires, le chômage massif, la privatisation et la destruction des fonctions sociales des États, la privatisation de presque tous les secteurs de l'économie et des espaces de la vie sociale. Cette offensive antisociale est accompagnée d'une offensive sans précédent contre les droits démocratiques, nationaux et écologiques des peuples.

En particulier, l'attaque contre les droits au travail, économiques et sociaux des femmes s'est aiguïssée en provoquant une détérioration brutale des conditions de vie dans les secteurs public et privé. Répondre et infliger une défaite à cette agression est cruciale, parce que la lutte des femmes pour une égalité réelle est une partie vitale de la lutte contre le capitalisme.

Deuxièmement, il faut souligner que la réaffirmation de Barack Obama aux Nations Unies, lorsqu'il a déclaré que son pays ne se "retire" pas du monde, est en accord avec le programme approuvé par l'OTAN à son tout dernier sommet de Chicago qui implique effectivement une intervention militaire impérialiste accrue à travers le monde sous le slogan d'une "défense ingénieuse". Cela inclut le déclenchement de la première phase du "bouclier fusée" ou "guerres des étoiles" en Europe et le programme global du bouclier antimissile, l'intervention militaire directe en Libye, des menaces intermittentes contre l'Iran et la RDP de Corée, une activité militaire accrue, des agressions et des provocations au Moyen Orient, dans la zone de l'Asie du Pacifique et à travers tout le continent africain, un militarisme impérialiste intensifié en Amérique Latine et aux Caraïbes. L'intensification de l'hostilité et du blocus contre Cuba se poursuit, tout comme les complots au Venezuela.

Troisièmement, cette campagne d'agression militaire est aussi accompagnée par des ingérences insolentes déclarées dans les affaires intérieures de la plupart des pays. Ces interventions se traduisent par l'utilisation du capital et de l'influence afin de déformer et de falsifier la volonté du peuple, dans le but de manipuler, intimider et empêcher les représentants choisis par le peuple d'arriver au pouvoir. Les forces impérialistes n'hésitent pas à utiliser les pires moyens afin d'atteindre leurs objectifs, y compris l'organisation d'opérations terroristes, de coups d'états militaires, la collaboration avec les pouvoirs néo-fascistes, la promotion de politiques - pouvoirs religieux, diverses forces contre-révolutionnaires dans leurs multiples références politiques - tout cela afin de bien exercer le contrôle impérialiste sur toute la planète, par le tracé de nouvelles frontières et la recomposition des marchés, en particulier le contrôle des

marchés de l'énergie, des gisements de pétrole et du gaz et de leurs voies d'acheminement.

Quatrièmement, cette campagne d'agression militaire est également accompagnée par l'intensification de l'agressivité, ainsi que de l'emploi de l'ensemble des ressources de diverses agences et organisations internationales, et en particulier le FMI, la Banque Mondiale, et l'Union Européenne en vue de sauvegarder le pouvoir du Grand Capital. Afin de garantir ses intérêts et objectifs tout en poursuivant le développement de son agression et de ses insolentes interventions dans le monde, le régime capitaliste mondial est décidé à mener la guerre contre la classe ouvrière internationale et ses représentants, à travers une variété de mesures comprenant:

- * Un déni du droit fondamental de l'homme au travail, et les conquêtes associées acquises par la classe ouvrière.

- * Une offensive globale idéologique et médiatique afin de restreindre les luttes des travailleurs et du peuple, de persécuter toutes les forces politiques et sociales qui luttent contre l'impérialisme particulièrement les partis communistes et ouvriers.

- * Des efforts et des actions concertés en violation de tout ce qui est contenu dans la charte des Nations Unies et dans la "déclaration Universelle des droits de l'homme", qui sont nées dans les conditions d'un rapport de forces favorisé par la présence de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes.

Cinquièmement, dans le contexte de cette agression impérialiste globale, une attention doit être accordée à la façon dont elle se manifeste au Moyen Orient à travers le projet du "Nouveau Moyen Orient" qui vise à la re-séparation de la région et de ses peuples en des groupes ethniques et religieux, qui se batront constamment entre eux. En retour cela permet l'appropriation des ressources naturelles découvertes dans cette région et particulièrement les ressources en pétrole et gaz. Les guerres militaires et l'occupation de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye, et les agressions israéliennes au Liban et contre le peuple de Palestine sont une partie inséparable du projet impérialiste du "Grand Moyen Orient". De plus, c'est dans le cadre de ce projet que les récents développements devraient être analysés y compris:

1. Le degré de l'escalade des menaces impérialistes des USA et de l'Union Européenne d'une intervention militaire en Iran, et contre la Syrie, tirant profit des actes de violences perpétrées contre les civils et s'appuyant sur les forces soutenues par les impérialistes.

2. Les efforts incessants pour contrôler l'orientation des soulèvements qui ont eu lieu les deux dernières années dans plusieurs pays Arabes et, en particulier, en Égypte et Tunisie avec le recours à l'utilisation du sectarisme, du racisme et également à la faveur de l'usage comme toujours des dollars du pétrole de tous les régimes Arabes du Golf Persique.

Ces développements, et leurs conséquences potentielles, exercent une pression sur la classe ouvrière et les partis communistes et ouvriers afin qu'ils assument leurs responsabilités historiques dans le combat contre le système capitaliste et l'agression impérialiste. Cet affrontement, qui a lieu séparément dans différents pays, comme au niveau international, est nécessaire dans le but de conquérir des ruptures anti-monopolistes et anti-impérialistes et des réalisations qui réussissent à construire le socialisme, comme il est spécifié par la 13^e Rencontre Internationale des Partis communistes et Ouvriers tenue en Décembre 2011 à Athènes.

La confrontation avec l'impérialisme impose, d'une part, le renforcement de la coopération et de la solidarité de nos partis, la définition de nos objectifs communs et des lignes directrices de la lutte, d'autre part, l'action convergente avec les différentes forces anti-impérialistes et les mouvements de masse, y compris les Unions, des femmes, des jeunes et les organisations des intellectuels.

En Amérique Latine, les forces anti-impérialistes, les syndicats et les autres mouvements sociaux continuent leurs luttes pour les droits des peuples et contre l'impérialisme. Ces luttes, qui sont l'objet d'une contre-offensive de l'impérialisme, conduisent, en certains cas, à l'émergence de gouvernements qui se déclarent dans leurs programmes pour la défense de la souveraineté nationale et les droits sociaux, pour le développement et la protection de leurs ressources naturelles et de la bio-diversité, en considérant qu'ils donnent ainsi un nouvel élan à la lutte anti-impérialiste.

Cette confrontation universelle impose aussi l'organisation de la classe ouvrière dans les lieux de travail et dans les syndicats, le renforcement de la lutte de classe du mouvement, la promotion de l'alliance de la classe ouvrière avec les couches populaires opprimées, l'intensification de la lutte de la classe ouvrière internationale et des peuples du monde. Afin de gêner les mesures anti-peuple et promouvoir les buts de la lutte engagée, les besoins des peuples contemporains exigent une contre-attaque pour des ruptures anti-monopolistes et anti-impérialistes afin de renverser le capitalisme.

La lutte idéologique du mouvement communiste est d'une importance vitale en vue de défendre et de développer le socialisme scientifique, pour repousser l'anticommunisme contemporain, pour confronter l'idéologie bourgeoise, et toutes les tendances étrangères, les théories anti-scientifiques et les courants opportunistes qui rejettent la lutte de classe; et pour combattre les forces de la sociale-démocratie qui défendent et appliquent les politiques anti-peuple et pro-impérialistes en soutenant la stratégie du capital et de l'impérialisme. La compréhension du caractère unifié des obligations de la lutte pour l'émancipation sociale, nationale et de classe, pour la promotion claire de l'alternative socialiste exige la contre-offensive idéologique du mouvement communiste.

En considérant la crise capitaliste et ses conséquences, les expériences internationales de construction socialiste prouvent la supériorité du socialisme. Nous affirmons notre solidarité avec les peuples qui luttent pour le socialisme et qui sont impliqués dans la construction du socialisme.

Le Parti AKEL de Chypre condamne l'installation des missiles "Patriote" en Turquie

Le 11 décembre 2012 le bureau de Presse du comité central du Parti AKEL de Chypre a publié le communiqué suivant traduit de l'Anglais par la rédaction du Lien (PADS):

"AKEL condamne la décision de l'OTAN d'installer le système de bouclier des missiles " Patriote" en Turquie, employé déjà dans toutes les guerres de l'Alliance de l'OTAN, et qui est dirigé contre la Syrie.

La récente décision de l'OTAN est conforme aux déclarations faites par le Secrétaire général de l'organisation Mr Rasmussen qui "soutient la Turquie dans un esprit de solidarité", apportera plus de souffrance et de douleur à la région, encore une fois avec le tonnerre grandissant des bruits de la guerre.

AKEL appelle le peuple à prendre garde aux forces qui ont elles mêmes déclaré que si elles étaient élues aux prochaines

Sur la base de tout ce qui est ci-dessus indiqué, nous soulignons la nécessité de nous concentrer aux actions communes suivantes :

1. Lutter pour faire face aux nouveaux plans de l'impérialisme aux niveaux militaire, politique, économique et sociale afin de l'empêcher de contrôler le monde et de le détruire.

2. Manifester pour la suppression des bases militaires de l'OTAN et pour le droit de se retirer des alliances impérialistes.

3. Exprimer la solidarité de classe et apporter le soutien au renforcement des luttes de la classe ouvrière et populaires dans les pays capitalistes contre les politiques qui chargent de fardeaux le peuple afin de gagner des avantages qui améliorent les conditions de vie des ouvriers et des peuples en effectuant un changement révolutionnaire.

4. Réaffirmer la solidarité internationale avec les mouvements démocratiques populaires et les soulèvements face aux régimes d'occupation et oppressifs; et réaffirmer le rejet catégorique de l'intervention impérialiste dans ces pays.

5. S'opposer aux lois anticommunistes, aux mesures et persécutions; mener une lutte idéologique contre la révision de l'histoire, pour réaffirmer la contribution des communistes et du mouvement ouvrier dans l'histoire humaine.

6. Condamner le blocus US de Cuba et soutenir la lutte de Cuba pour sa levée immédiate. Renforcer les campagnes pour la libération et le retour à Cuba des cinq patriotes Cubains.

7. Condamner les atrocités en cours perpétrées par les forces occupantes israéliennes contre les Palestiniens, soutenir leur droit à résister à l'occupation, et à construire leur État indépendant, Jérusalem comme une capitale, et renforcer la campagne pour la levée immédiate du blocus contre Gaza et pour le droit au retour .

8. Promouvoir le Front international contre l'impérialisme et le soutien aux organisations de masse internationales anti-impérialistes, la Fédération Mondiale des Syndicats (FSM), le Conseil Mondial de la Paix (CMP), la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD), et la Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIF), dans le cadre spécifique de chaque pays.

Beyrouth, le 25 Novembre 2012

Traduction de l'Anglais au Français par la rédaction du Lien (PADS)

élections présidentielles de Chypre, elles agiraient afin que Chypre devienne membre du "Partenariat pour la Paix" et même de l'OTAN, ce qui ferait de notre pays un complice des guerres futures dans notre région. Cette évolution conduirait Chypre à couvrir les gouvernements militaristes qui veulent nous donner des instructions sur la manière de sacrifier nos propres enfants. En conséquence, ils essaieraient de "solutionner" le problème Chypriote - cette fois à l'intérieur-pour servir leurs propres intérêts.

AKEL appelle le peuple à être vigilant contre les plans de ces forces et cercles qui cherchent à transformer Chypre en une tête de pont pour l'OTAN. La réponse des Chypriotes et des forces partisans de la paix et des forces progressistes doit être encore une fois puissante et décisive. "